

La lutte pour la paix aujourd'hui (1)

Daniel Durand

chercheur à l'IDRP (Institut de documentation et de recherche sur la paix)

Réflexions sur quelques conflits actuels..

De l'Ukraine à la Centrafrique, les conflits en cours en cet automne 2014 sont tous très différents par leur localisation géographique, les acteurs impliqués. Pour autant, ils inspirent **quelques réflexions générales**.

En dehors de l'affrontement israélo-palestinien à Gaza généralement classé à part, les autres conflits sont souvent rangés dans la catégorie "*guerre civile*" : guerre civile ukrainienne, guerre civile syrienne, guerre civile libyenne, etc..

Mais quand on constate l'implication des USA, de la Russie, de la France, voire de l'OTAN dans ces crises, **l'appellation "*guerre civile*" montre son insuffisance**.

Quelles caractéristiques communes à ces crises peut-on dégager ?

1/ **Les conflits actuels impliquent une différenciation de moins en moins nette entre combattants** (soldats ou milices) et **population civile**. Les combattants agissent souvent parmi la population en s'en servant de fait comme d'un bouclier, les attaques des adversaires distinguent de moins en moins civils et combattants et deviennent le plus souvent des crimes de guerre.

a/ Les conséquences sont **dramatiques sur les populations** : nombre de morts, de déplacements de population et de réfugiés.

Libye : Selon le CNT (Conseil National de Transition, organe de la rébellion libyenne), cette guerre aura fait 30 000 morts (17 février-26 octobre 2011) et plus de 50 000 blessés.

Syrie : 150 344 morts, dont 51 212 civils, parmi lesquels 7 985 enfants en trois ans (de mars 2011 à avril 2014) selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, plus d'un demi-million de blessés, selon le CICR, ainsi que 2,5 millions de réfugiés et 9 millions de personnes déplacées à l'intérieur,

Gaza : 2 143 morts ont été décomptés dont près de 1500 civils, 11 000 blessés, 475 000 déplacés en 50 jours de combat en juillet-août 2014, selon l'ONU.

Ukraine : près de 2 600 morts depuis avril 2014.

Mali (2012 - 2013) : 1 000 morts

Côte d'Ivoire (2000 - 2007) : 3 000 morts

Darfour : En 2008, l'ONU a estimé que quelque 300 000 personnes sont mortes lors des combats, mais aussi en raison des attaques contre des villages et des politiques de terre brûlée. Les déplacements forcés ont touché 2,7 millions d'habitants du Darfour.

b/ **Les destructions sont souvent considérables avec des coûts faramineux**.

En Syrie, 40 % des hôpitaux ont été détruits, le PIB a chuté de 45 % et la monnaie a perdu 80 % de sa valeur ; la production pétrolière s'est effondrée de 96 % depuis le début du conflit, les destructions se montent à 31 milliards de dollars

À Gaza, 17 200 maisons ont détruites. La guerre a causé plus de 5 milliards d'euros de dégâts.

1 Cet article rassemble trois articles parus les 15 – 22 et 29 septembre 2014 sur le blog de l'auteur : <http://culturedepaix.blogspot.fr>

Au Mali, les besoins pour la reconstruction ont recueilli des promesses d'aide d'un montant de 3,2 milliards d'euros par les pays participants à une Conférence des donateurs en 2013.

La Libye, sans avoir été dévastée, a naturellement souffert du récent conflit. Les destructions ont touché les bâtiments, les infrastructures de transport et de communication. Le PIB réel a chuté de 62% en 2011 avant de bondir de 105% en 2012, puis de reculer légèrement en 2013 (-5,1%). La Libye dispose cependant des moyens de sa reconstruction. C'est sa chance. En considérant la richesse annuelle par habitant qui s'élevait à 14000 dollars par tête, ce pays était l'un des plus riches d'Afrique !

2/ Ces conflits deviennent, comme au temps de la Guerre froide, des conflits "par procuration" que se livrent les grandes puissances : un "*camp occidental*" qui se reconstitue contre une "*menace russe*" et une "*menace iranienne*", avec en arrière-plan non-avoué la "*menace chinoise*". Ces affrontements conduisent au refus persistant d'associer tous les acteurs régionaux (Russie, Iran) à la solution des crises et risquent d'exacerber les enjeux et rivalités de puissance.

La Libye a constitué un révélateur des nouvelles situations de conflit en 2008 : des révoltes populaires, importantes sans être majoritaires (significatives cependant des évolutions d'opinion, des aspirations démocratiques) éclatent avec des répressions violentes d'un pouvoir aux abois. La télévision du Qatar, Al Jazeera, lance une rumeur, reprise en boucle par les médias du monde entier selon laquelle Kadhafi aurait décidé de réprimer des manifestations pacifiques en les bombardant (10 000 morts auraient eu lieu, dont 3 000 à Tripoli), et qu'il aurait eu recours, pour ce faire, à des mercenaires. Le soutien aux révoltés devient ainsi centrale : les gouvernements "*occidentaux*" reprennent ces informations, une **résolution est adoptée au Conseil de sécurité** grâce aux abstentions russe et chinoise. Mais très vite, les opérations menées par le Royaume-Uni et la France avec l'appui des USA ont révélé **un autre objectif que celui de la résolution** (la protection des populations civiles). L'objectif prioritaire est devenu le renversement du colonel Khadafi (dès le 25 février 2011, Nicolas Sarkozy déclarait : "*Kadhafi doit partir.*"), une guerre civile se développe avec l'armement du camp des insurgés par les puissances de l'OTAN.

Un **scénario très proche se déroule en Syrie** : un mouvement de contestation du gouvernement syrien débute par des manifestations anti-régime et pro-régime en mars 2011. Le mouvement se transforme rapidement en conflit opposant deux camps armés au milieu des populations civiles à la suite des répressions sanglantes des services de sécurité syriens. Les gouvernements occidentaux prennent le parti des opposants, appellent à leur livrer des armes, et à des frappes contre le pouvoir. En juillet 2012, François Hollande déclare comme N. Sarkozy l'avait fait pour Khadafi : "*Bachar Al-Assad doit partir. Un gouvernement de transition doit être constitué. C'est l'intérêt de tous.*"

En **Ukraine**, le scénario présente également des similitudes : en novembre 2013, la décision du gouvernement ukrainien de ne pas signer un accord d'association avec l'Union européenne provoque des manifestations de grande ampleur à Kiev. **Les opposants sont soutenus** par les dirigeants de l'Union européenne dont la France et l'Allemagne alors que la Russie soutient le gouvernement élu pro-russe de Viktor Ianoukovytch. Tirant sans doute la leçon de la crise syrienne, la Russie adopte une attitude offensive et, après la chute du gouvernement Ianoukovytch et son remplacement par un pouvoir pro-Union européenne, soutient des mouvements séparistes pro-russes en Crimée et dans le bassin du Donbass.

On peut tirer une constatation de ces trois exemples : à partir de la volonté affichée de défendre les populations civiles au nom de la notion de "*responsabilité de protéger*" ou de défendre les droits démocratiques de la population, on assiste à **un glissement et une intervention de puissances visant à renverser un pouvoir en place**, certes souvent autocratique, mais au détriment des notions de souveraineté nationale ou à **conserver ou gagner des positions stratégiques régionales**.

3/ **Une instabilité permanente ou de longue durée s'instaure dans toutes les régions de conflits.**

Le chaos favorise l'apparition et le développement de **nouvelles forces** d'inspiration religieuse extrémiste (**mouvements islamistes radicaux**) qui ont partie liée avec des **réseaux terroristes**, le développement de **mafias diverses** liées aux trafics d'armes, de drogues, de matières précieuses (diamants).

La version la plus caricaturale de l'instabilité prolongée a été bien sûr provoquée par l'intervention étatsunienne en **2003 en Irak**. Illégitime, montée sur des arguments truqués, elle a plongé le pays dans un chaos persistant, exacerbé les rivalités entre communautés religieuses ou ethniques, sunnites contre chiites musulmans, kurdes.

De même, la Lybie s'est enlisée depuis 2011 dans la violence; le pays est aujourd'hui coupé en cinq zones contrôlées par des milices constituées d'éléments tribaux, tandis que les autorités centrales tentent encore de rédiger une constitution nationale et d'imposer une seule autorité militaire.

Une conséquence de l'intervention militaire en Libye en a été que des hommes, des armes ont franchi les frontières du sud **vers le Mali** et ont grossi la rébellion contre le gouvernement central de Bamako, pris le pouvoir dans plusieurs villes, réprimé les populations, détruits des monuments ancestraux. La situation a nécessité **une autre intervention militaire**, celle de la France seule, intervention approuvée certes a posteriori par le Conseil de sécurité et élargie ensuite à des états africains. Un an après, la situation est loin d'être stabilisée.

Au delà de ces premières constatations rapides, quelles autres conclusions de fond sur les politiques menées peut-on tirer ? Quelles sont les lignes de force, les raisons qui peuvent expliquer cette évolution des conflits dans cette dernière décennie ? **Pourquoi choisir de développer une véritable politique de "containment"** contre la Russie très proche de celle menée dans les années 50, en pleine Guerre froide, contre les Soviétiques ? Quelles leçons en tirer sur les alternatives possibles ?

"L'impuissance de la puissance" ..

Les conflits de la dernière décennie suivent un **schéma commun** qui pourrait être grossièrement ainsi décrit : **crise politique** avec conséquences dramatiques sur la population, **intervention militaire** de la communauté internationale sous la poussée de quelques grandes puissances, **chaos politique** et solutions politiques transitoires, longue **période de reconstruction** de la paix, **instabilité persistante** et développement de forces opposées se radicalisant rapidement, voire se liant aux réseaux terroristes.

1/ On peut en tirer une conclusion très générale : **les vieilles réponses essentiellement de nature militaire sont en échec** face à ces nouvelles situations post-2000.

Le même échec est valable quelle que soit la configuration : unilatérale en Irak en 2003 avec les USA, unilatérale puis coalisée avec mandat ONU et participation OTAN en Afghanistan de 2001 à aujourd'hui, coalition avec un mandat de l'ONU instrumentalisé en Libye en 2011, coalition sous direction française avec mandat de l'ONU en 2013 au Mali, unilatérale russe contre Union européenne en Ukraine en 2013-2014.

Partout, l'échec est patent. Dérision supplémentaire : ce sont parfois les mêmes forces qui sont en échec dans la "*solution*" alors qu'elles étaient en partie responsables de la crise ; voire même, ces forces se retrouvent face à des adversaires qu'elles avaient contribué à former auparavant (ex des Talibans en Afghanistan). Ainsi, au dernier sommet de l'OTAN en Écosse, les appels à la hausse des budgets d'armement européens, voire la création de nouvelles forces de réaction rapide sont apparues comme bien peu convaincantes !

2/ Pourquoi cette "*impuissance de la puissance*" comme l'évoque le titre de l'ouvrage du chercheur Bertrand Badie (Fayard, 2004) ?

Cette interrogation amène à réfléchir sur **les évolutions du monde** dans les dernières décennies. L'utilisation de la force militaire, expression de la puissance immédiate, a été et est toujours le privilège des États, seuls ou en coalition. Elle trouvait sa justification et son "*efficacité*" relative, dans un monde où les seuls acteurs importants étaient ces mêmes états.

Aujourd'hui, le monde a changé. Les États ne sont plus seuls dans l'arène internationale et perdent en partie la maîtrise du jeu car nous sommes entrés dans une période de transition depuis 1989, fin de l'affrontement bi-polaire Est-Ouest.

Les transformations du monde se manifestent au niveau des grands problèmes qui deviennent mondiaux et transfrontaliers : mondialisation économique, exodes de population, pandémies (voir le virus Ébola), trafics d'armes.

Les acteurs non-étatiques se multiplient : opinions, ONGs, lobbies économique-financiers, mafias.

La révolution des techniques de l'information change la donne : celle-ci devient un levier multiplicateur des initiatives individuelles ou citoyennes.

L'existence et le développement du **système onusien** (multiplication des agences onusiennes : FAO, UNICEF, UNESCO, PNUD, OMS, etc.), la multiplication des traités internationaux renforcent un maillage multilatéral, institutionnel, social, politique, juridique du tissu international

3/ Il y a donc **une contradiction qui s'accroît entre l'ancien ordre étatique et un nouvel ordre** en devenir. La puissance "*classique*" ne produit pas les mêmes effets sur **les nouveaux acteurs qui trouvent des moyens d'opposition ou de "contournement"**.

Ceux-ci peuvent être **constructifs pour empêcher la guerre** (mobilisation contre la guerre en Irak en 2003, condamnation d'une intervention militaire envisagée en Syrie en août 2013), **utiles** pour soutenir l'avenir de la planète (manifestation pour l'environnement, contre le réchauffement climatique). Ils peuvent être plus ambigus voire **franchement négatifs** : attentats contre la population civile, attentats-suicide, prise et exécution d'otages, pour "*terroriser*" la puissance en utilisant le levier des médias et des réseaux sociaux, tout en se servant des populations civiles prises en otage.

Ces nouveaux acteurs peuvent être également des éléments de "*pourrissement*" des conflits en alimentant les trafics d'armes ou des "*poussent au crime*" comme certains lobbies militaro-industriels.

Il s'agit donc bien d'une véritable "**dé légitimation**" de la puissance militaire étatique et même multilatérale. Un phénomène récent peut même accroître cette délégitimation aux yeux des populations : c'est l'**accroissement de la place tenue par les SMP (sociétés militaires privées)** dans les zones de conflits (On en a dénombré près de 200 000 en Irak. entre 130 000 et 160 000 hommes en Afghanistan), plus nombreux que les soldats des armées régulières.. Cela accroît la banalisation de la force, de la guerre réduite à un moyen comme un autre de résoudre des problèmes. De plus, la "*privatisation de la guerre*" fait naître des interrogations sur la maîtrise des opérations, leur éthique..

Il est donc clair que **la stabilité ne peut plus être le résultat d'un simple équilibre de puissance**, mais être un ensemble de mesures intégrées, à un échelon régional au plus près des problèmes et des acteurs, étatiques et non-étatiques.

4/ Ces analyses des impasses des solutions militaires sont bien connues ; pourquoi alors, peut-on se demander, **continuer à minorer l'importance prioritaire des solutions politiques en amont**, des négociations équilibrées impliquant toutes les parties et le passage rapide à des situations d'impasse, ne débouchant que sur l'emploi de la force ?

Il faut bien sûr être conscient que, malgré les changements dans le monde, **le poids des états et des rapports inter-étatiques reste considérable**. Cela explique que les rapports de force militaires et stratégiques soient privilégiés : les habitués des forums sur le désarmement nucléaire connaissent l'arrogance dont font preuve, plus ou moins ouvertement, les représentants des pays possesseurs des armes nucléaires (les "P5") vis à vis des pays non-nucléaires ou des ONGs. Malgré les proclamations officielles, les grandes puissances ne considèrent pas, par exemple, comme des objectifs stratégiques prioritaires **les Objectifs du Millénaire (OMD)** initiés par l'ONU pour l'éradication de la pauvreté et pour le développement.

Des objectifs de **domination économique** liés au contrôle des sources d'énergie et à leur transport jouent un rôle important dans les décisions pour le Moyen-Orient, l'Asie du sud-est, par exemple. Les **considérations stratégiques** de consolidation de dominations régionales sont parfois déterminantes à l'Est de l'Europe pour Européens et Russes, dans la zone du Pacifique pour Chinois et États-Uniens. L'examen des "*Livres Blancs sur la sécurité*" successifs de la France montre que la notion "*d'intérêt vital*" est devenue extensible et couvre la sûreté des voies maritimes dans l'Océan indien, par exemple.

Enfin, les **considérations de politique intérieure** peuvent jouer toujours un rôle dans les choix politiques ultimes en matière de relations internationales. Cela est vrai tant pour MM. Obama ou Poutine que pour François Hollande : celui-ci essaie à l'évidence de "*sur-jouer*" son image de Chef de l'état en essayant d'apparaître comme celui qui joue un rôle d'entraînement dans les décisions internationales, comme en Syrie, comme dans la lutte contre DAESH (EI) en Irak. Ces postures peuvent entraîner **des positions aventureuses** comme l'appel à l'intervention armée en Syrie en 2013 sans mandat de l'ONU, ou un soutien précipité à l'offensive israélienne à Gaza avant l'été. Ces "*impasses militaires*" à répétition seront-elles un phénomène récurrent de la décennie ?

Enjeux et alternatives pour la paix d'aujourd'hui et demain

La **contradiction** s'accroît entre l'ancien ordre inter-étatique du monde et un nouvel ordre ou aménagement du monde en devenir, qui se traduit par des "*impasses militaires*" à répétition dans les conflits en cours.

Comment agir pour construire une paix durable dans un monde qui change, qui devient de plus en plus complexe et diversifié ? Toute nostalgie du passé, toute espérance d'un possible retour en arrière serait illusoire et dangereuse : les systèmes de contrainte à la Kadhafi ou Assad ont montré leurs limites et leurs échecs, les tentatives de "*gendarmes du monde*" dans un "*pré carré*" (USA en Amérique latine ou du sud, France en Afrique, Russie dans le Caucase) n'ont fait que retarder des évolutions sans les empêcher.

A/ Dans la construction d'un monde de paix durable, la communauté internationale est **face à trois séries d'enjeux. Le premier est celui du renforcement du multilatéralisme dans un monde devenu interdépendant.**

Il implique de travailler à inverser la prédominance de la puissance étatique au profit du renforcement des institutions multilatérales, du droit international et de la démocratie. Cela signifie **placer encore plus les Nations unies au centre des relations mondiales** en réformant le Conseil de sécurité, en renforçant le rôle de l'Assemblée générale, la consultation des ONG, les moyens donnés aux interventions onusiennes sous tous leurs aspects. Cela nécessite aussi, selon moi, de **favoriser les échelons régionaux** en lien avec l'action onusienne : travailler à réorienter l'action de l'Union européenne pour soutenir en priorité l'ONU dans le rétablissement et la consolidation de la paix, renforcer l'Union africaine, faire émerger l'expression politique de l'Amérique du sud. C'est une condition et un moyen de dépasser l'expansion inefficace et inquiétante de l'OTAN et de la rendre caduque.

La deuxième série d'enjeux sont ceux **de la démilitarisation des relations internationales** dont les progrès sont inséparables des progrès des programmes économiques pour le développement et la réduction des inégalités comme les Objectifs du millénaire pour le développement, des réformes institutionnelles pour intégrer le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans les règles et la transparence du système onusien, des réformes pour la transparence des règles commerciales édictées par l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Dans le cadre de cet article, nous nous concentrons sur la question de la démilitarisation.

La troisième série d'enjeux pour les décennies à venir est **celle du "rééquilibrage du monde"**, celle du renforcement du poids de l'opinion et de ses représentants (élus, ONGs) dans les institutions internationales pour mieux équilibrer celui des États, tout en menant un profond travail de formation et d'éducation à la paix dans les opinions des divers continents. Parallèlement est posé un autre rééquilibrage dans la sphère inter-étatique pour mieux respecter l'opinion et **la place des puissances émergentes** (Brésil, Inde, Afrique du sud, etc.).

B/ Ces enjeux de moyen et long termes posent des questions **d'objectifs et d'action immédiate pour ouvrir des alternatives.**

Aujourd'hui, face aux tentations de certains dirigeants de décréter ce qui est bon ou non pour des

peuples, face également à des forces obscures entendant proclamer leur vérité propre comme universelle, ne faut-il pas être beaucoup plus **intransigeant sur le respect du droit international** et, par exemple, sur le **passage systématique par une résolution du Conseil de sécurité** pour toute action dans une crise internationale, a fortiori si une intervention militaire est en jeu en donnant systématiquement la priorité à une solution politique ? "**Rien sans l'ONU**" n'est-il pas un slogan qui devrait reprendre une force nouvelle ?

On a vu en 2013 que, lorsque les dirigeants mondiaux ont été obligés de négocier une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Syrie, cela a obligé à trouver un compromis politique et aboutit à la **résolution sur la destruction des armes chimiques syriennes** ce qui était un élément de blocage international depuis vingt ans !

Aujourd'hui, il faut déboucher sur des solutions politiques en Syrie et Ukraine sous l'égide des Nations unies, notamment par le biais de **conférences internationales** : elles impliqueraient des schémas globaux : mesures de démilitarisation, de protection des populations, d'implication de tous les acteurs locaux (en Syrie avec tous les acteurs, y compris gouvernementaux mais hors Daesh : en Ukraine avec les représentants du gouvernement et des "séparatistes") mais aussi avec tous les acteurs régionaux donc Iran et Russie en Syrie, Russie et UE en Ukraine. Le passage obligatoire par l'ONU **empêcherait les déclarations péremptoires et à la limite de l'arrogance de chefs d'État**, décidant qui est légitime ou non comme représentants d'un peuple, comme cela a été malheureusement fait pour la Libye et la Syrie, par les deux Présidents français.

La **ré-augmentation des dépenses militaires** depuis dix ans qui, aujourd'hui, s'élèvent à **1 750 milliards de dollars** pour l'année 2013 (chiffres SIPRI) choque un grand nombre de personnes. L'appel du dernier sommet de l'OTAN aux pays européens pour qu'ils ré-haussent encore leur budget de défense évoque le tonneau des Danaïdes : plus d'interventions armées, plus de dépenses militaires et des conflits locaux qui s'enlisent, des extrémismes qui prospèrent.

Si la sécurité n'est pas/plus du côté de la puissance militaire et de la force, le renforcement des traités de désarmement existants, la signature et la ratification de nouveaux accords deviennent un impératif : "**moins d'armes, plus de développement !**" est un slogan simpliste au premier abord mais qui prend une force nouvelle.

Nous pouvons prendre rapidement quelques exemples : la destruction en cours des armes chimiques syriennes supprime un obstacle sécuritaire importante au Moyen-Orient. Cela devrait renforcer l'exigence d'**obtenir le contrôle par l'AIEA** (Agence internationale de l'énergie atomique) des installations nucléaires d'Israël, exigence aussi importante que celle du renforcement des inspections sur les sites iraniens, ces démarches étant des étapes pour la réussite de la création d'une zone sans armes de destruction massive au Moyen-Orient. L'Union européenne, la France, ont une responsabilité pour élever une voix forte sur ce sujet.

Le Traité sur le commerce des armes (TCA) a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 2 avril 2013. C'est un traité sur le commerce international des armements conventionnels. Trente-et-un pays (dont la France) l'ont ratifié. L'objectif du TCA est de contribuer à **réguler** le commerce licite voire de lutter contre le commerce illicite des armes classiques (avions, véhicules blindés, sous-marins, missiles... c'est-à-dire tout ce qui n'est pas armement nucléaire, chimique ou biologique. L'inclusion des munitions et des armes légères et de petit calibre fait encore débat). C'est un progrès.

Pourquoi ne pas envisager un jour **un observatoire mondial de la démilitarisation** et de la baisse des dépenses d'armement publiant un indice mondial de la démilitarisation, contribuant à l'indice existant du développement humain ?

Il faut tenir compte des changements sur notre planète en procédant à un "rééquilibrage du monde". Le premier d'entre eux consiste à donner un poids plus grands aux pays émergents au Conseil de sécurité en **élargissant le nombre de membres permanents** et en **limitant drastiquement le droit de veto** des membres permanents aux seules questions existentielles de la planète.

Le second rééquilibrage est un **droit de consultation systématique** de l'opinion publique par le biais des ONGs lors des grandes décisions internationales. L'exigence de la participation plus grande des acteurs non-gouvernement et d'abord des représentants des citoyens et des opinions est une question en débat, notamment depuis l'Assemblée générale du Millénaire des Nations unies en 2000. Le troisième volet pour réussir un "rééquilibrage du monde" consiste dans le **décloisonnement de la promotion de l'éducation à la paix et à la culture de la paix et de la non-violence** pour que celle-ci soit **incluse explicitement dans toutes les campagnes** d'objectifs généraux de l'ONU et dans tous les programmes de consolidation de la paix.

Cette action résolue à mener pour faire évoluer le **vieux monde des confrontations inter-étatiques vers un monde de coopérations maîtrisées**, s'inscrit dans l'évolution mondiale pour une **place plus centrale de l'humain** dans le monde. Cela débouche sur une perspective beaucoup moins utopique qu'elle le paraissait sans doute, il y a trente ans, en novembre 1984, lorsque l'Assemblée générale adoptait une "*Déclaration sur les droits des peuples à la paix*", celle d'un "**Droit humain à la paix**" pour lequel commencent à se mobiliser de nombreux juristes et associations..

L'humanité a été régulièrement traversée par des périodes de poussée pour des progrès vers la paix sur notre planète : de l'an mille aux années 1900-1910. Toutes n'ont pas forcément été suivies d'effets immédiats mais toutes ont contribué à des progrès à moyen terme pour l'humanité.

Nous sommes entrés dans une phase de reconstruction de l'ordre et de la stabilité du monde : **n'est-il pas essentiel que cela s'accompagne d'un nouvel essor de la réflexion et de l'action pour la paix ?**